

NKAFU POST ELECTORAL

BULLETIN QUOTIDIEN

NO. 019

Source : Nkafu Policy Institute – Déclarations vérifiées uniquement. Aucune analyse.



Crise post-électorale au Cameroun

Image, AP Photo/Welba Yamo Pascal

Contexte général

La période du 1^{er} au 2 décembre a été dominée par le décès en détention de l'opposant Anicet Ekane, président du MANIDEM, âgé de 74 ans. Cet événement a suscité une vague de réactions politiques, diplomatiques et civiques. Les autorités ont annoncé l'ouverture d'une enquête par le ministère de la Défense, tandis que des figures de l'opposition en exil ont dénoncé un acte révélateur de la répression systémique. La Délégation de l'Union européenne au Cameroun a publié une déclaration ferme condamnant ce décès et exigeant la libération immédiate de toutes les personnes arrêtées depuis les élections du 12 octobre. Cette prise de position a renforcé la pression diplomatique sur le gouvernement.

Sur le plan national, plusieurs personnalités politiques – dont l'ancien candidat à la présidentielle Hiram Iyodi et l'activiste Michèle Ndoki – ont condamné l'incident, tandis que des autorités religieuses, notamment Mgr Michael Bibi, ont rappelé que la justice et la réconciliation sont des conditions essentielles à la paix. La Conférence épiscopale et les observateurs de la CEEAC ont également appelé au dialogue et à la retenue. Parallèlement, le ministre Paul Atanga Nji a réaffirmé la tenue des élections régionales, soulignant la volonté de l'État de maintenir la continuité institutionnelle malgré les tensions. Sur le terrain, l'adhésion au mot d'ordre de « ville morte » lancé par l'opposition a été inégale : les régions septentrionales ont montré une forte conformité, tandis que les grands centres urbains sont restés plus actifs.

Les pressions économiques se sont accentuées, avec la hausse persistante des prix du carburant et du gaz domestique malgré les mesures de vente à prix réduits. Les associations professionnelles ont signalé des pertes importantes, notamment à Douala où les perturbations auraient déjà coûté plusieurs milliards de FCFA.

Déclarations vérifiées

Matin | Cameroun | Politique

Le ministère de la Défense annonce l'ouverture d'une enquête officielle sur les circonstances du décès d'Anicet Ekane en détention. Le communiqué insiste sur la responsabilité de l'État mais reste vague sur la portée et l'indépendance de l'enquête, alimentant les spéculations sur sa transparence.

Source ici 1-Dec-25

Matin | Yaoundé | Droits humains

L'opposant Anicet Ekane, 74 ans, président du MANIDEM, est décédé en détention après une dégradation de son état de santé. Sa famille et ses partisans dénoncent un refus de soins médicaux, tandis que les autorités évoquent une enquête en cours. Son décès devient un point de ralliement pour l'opposition et les défenseurs des droits humains.

Source ici 1-Dec-25

Après midi | Cameroun | Diplomatie

La Délégation de l'Union européenne au Cameroun publie une déclaration condamnant fermement le décès d'Anicet Ekane. Elle le qualifie de grave atteinte aux droits humains et exige la libération immédiate de toutes les personnes arrêtées depuis les élections du 12 octobre.

Source ici 1-Dec-25

Après midi | Cameroun | Politique

En exil, Issa Tchiroma publie un communiqué qualifiant le décès d'« inacceptable » et promet d'intensifier la résistance. Il relie l'incident à une répression systémique, renforçant les appels à la désobéissance civile.

Source ici 1-Dec-25

Après midi | Cameroun | Politique

L'ancien candidat à la présidentielle Hiram Iyodi condamne publiquement le décès d'Anicet Ekane, qu'il considère comme une preuve de répression systémique. Il renouvelle ses appels à la libération des prisonniers politiques.

Source ici 1-Dec-25

Après midi | Cameroun | Politique

L'activiste en exil Michèle Ndoki attribue la responsabilité du décès aux autorités, dénonçant une détention illégale et un refus de soins. Sa déclaration renforce les critiques sur les droits humains et ajoute une pression venant de la diaspora.

Source ici 1-Dec-25

Soir | Buea | Religieux

Mgr Michael Bibi, évêque de Buea, appelle à la justice sociale comme condition préalable à la paix et à la stabilité post électorale. Son intervention souligne la responsabilité morale et renforce les appels religieux à la retenue.

Source ici 1-Dec-25

Soir | Régions Nord | Sociopolitique

Des vidéos montrent des rues désertes et des commerces fermés dans le Nord lors du deuxième jour du mot d'ordre de « ville morte » lancé par l'opposition. L'adhésion y apparaît plus forte que dans les grands centres urbains, révélant une application inégale et des perturbations économiques locales.

Source ici 1-Dec-25

Soir | Cameroun | Gouvernement

Le ministre Paul Atanga Nji réaffirme la tenue des élections régionales, rejetant les appels au boycott de l'opposition. Il insiste sur la continuité des institutions malgré les tensions.

Source ici 1-Dec-25

Soir | International | Religieux

Dans son message de l'Avent, rapporté par ACI Africa, Mgr Michael Bibi relie justice et réconciliation à la paix post électorale, renforçant les appels religieux à la retenue.

Source ici 1-Dec-25

Soir | International | Diplomatie

Le *Sudan Times* rapporte le décès d'Anicet Ekane et relaie les appels de l'UE à la justice, amplifiant la couverture internationale de la crise post électorale au Cameroun.

Source ici 1-Dec-25

PLUS FORT

#Ensemble est possible



Image: AFP

Sources non URL

Posture sécuritaire	Renforcement des checkpoints et couvre feux dans les quartiers sensibles de Yaoundé/Douala. Source : Cameroon Tribune (édition papier, 1-2 décembre 2025).
Appels de la société civile	Les leaders religieux et civiques réitèrent les appels à la retenue et au dialogue après le décès d'Ekane et les consignes de villes mortes. Source : Communiqué de la Conférence épiscopale du Cameroun (1-2 décembre 2025).
Organisations régionales	Les observateurs de la CEEAC appellent à un dialogue inclusif et à une désescalade. Source : Communiqué de la CEEAC (1-2 décembre 2025).

Bilan humain

Spécifique à la période (1er – 2 décembre 2025)

Décès	1 confirmé — Anicet Ekane, 74 ans, décédé en détention le 1er décembre.
Blessés	Aucun cas vérifié.
Arrestations	Aucune officiellement enregistrée, mais risque accru de détentions ciblées.
Enlèvements	Aucun cas vérifié.
Pillage/ Destruction	Aucun cas enregistré.

Cumul depuis le cycle post électoral

Décès	16 (officiel, 16 nov) ; 20 (officiel, 25 nov) ; 48 (ONU) ; 55 (revendication opposition) ; +1 décès confirmé (Ekane, 1er déc).
Arrestations	800+ (officiel, 16 nov); 1 243 (officiel, 25 nov).
Blessés	Plusieurs signalés; les chiffres restent non vérifiés.
Enlèvements	Aucun cas vérifié.
Conditions de détention	Inquiétudes persistantes concernant la santé et le traitement des détenus arrêtés depuis le 12 octobre.
Impact économique	<ul style="list-style-type: none"> Carburant (Bamenda) : Les cours restent supérieurs à 1 000 FCFA/L. Gaz domestique (12kg) : Hausse de 6 500 FCFA à 12 000 FCFA. Mesures gouvernementales : Ventes promotionnelles nationales (18 nov 2025 – 10 jan 2026) en cours, mais efficacité contestée. Secteur privé : Étude lancée par GeCAM sur l'impact économique et social de la crise. Pertes régionales : L'économie de Douala aurait perdu environ 10 milliards de FCFA. Impact de la ville morte : Perturbations limitées ; activités largement normales dans les grandes régions, mais plus marquées au Nord

Narratif sur les réseaux sociaux

Communication gouvernementale	Communiqués et messages d'Issa Tchiroma largement relayés, renforçant les appels à la désobéissance civile.
Mobilisation de l'opposition	Communiqués et messages d'Issa Tchiroma largement relayés, renforçant les appels à la désobéissance civile.
Campagnes de solidarité	Activistes de la diaspora et nationaux ont diffusé des hashtags exigeant l'observance des villes mortes et le soutien aux détenus.
Alertes citoyennes	Publications sur la santé des détenus, alimentant les débats sur les droits humains.
Mobilisation de la diaspora	Appels à des actions parallèles à l'étranger ; réponse intérieure mitigée.
Risque de manipulation	Campagnes coordonnées diffusant des chiffres contestés et des récits partisans, nécessitant une vérification rigoureuse.

AVERTISSEMENT

Ce rapport présente des informations factuelles vérifiées provenant de sources publiques ayant fait l'objet de contrôles d'intégrité. Il ne contient aucune analyse, opinion ni prise de position institutionnelle du Nkafu Policy Institute.

CONTACT

Nkafu Policy Institute
Tel: (+237) 222 31 15 84 / (+237) 654 86 72 54
Site web: www.nkafu.org
Email: info@foretiafoundation.org